



HAL
open science

La théorie économique de l'Etat dans tous ses états

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La théorie économique de l'Etat dans tous ses états. Jacques Fontanel. L'action économique de l'État, l'Harmattan, pp.34-54, 2001, Pour comprendre, 2-7475-0526-X. hal-02877269

HAL Id: hal-02877269

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02877269v1>

Submitted on 29 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La théorie économique de l'Etat dans tous ses états

Jacques Fontanel

In

L'action économique de l'Etat
L'Harmattan
Paris, 2000

Résumé : Le caractère scientifique de l'économie n'est apparu que très tardivement dans l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui encore, les débats restent très vivaces. Les théories néo-classiques, libérales ou monétaristes s'opposent encore à la réflexion keynésienne, aux théories du développement et à la pensée marxiste. Plusieurs modèles de relations entre l'Etat et le marché dans le processus de mondialisation coexistent, mais les schémas keynésiens et marxistes sont en crise.

Summary : The scientific character of economics appeared only very late in the history of mankind. Even today, the debates are still very lively. Neo-classical, liberal or monetarist theories are still opposed to Keynesian thinking, development theories and Marxist thinking. Several models of the relationship between the state and the market in the process of globalization coexist, but Keynesian and Marxist schemes are in crisis.

Mots clés : pensée neoclassique, monétarisme, pensée libérale, marxisme, keynésianisme, science économique, économie politique
Neoclassical thought, monetarism, liberal thought, Marxism, Keynesianism, economics, political economy

Ce n'est que très récemment (à peine un siècle) que l'idée d'une science économique a fait son chemin. À son origine, l'économie était d'abord religieuse, puis politique. Les règles de l'économie étaient, au Moyen Age, fondées sur des principes religieux. Ainsi, le profit était exclu de la vie économique, avec le principe du juste prix. De même, le prêt à intérêt était interdit ; il représentait le prix du temps, lequel appartenait à Dieu, ce qui rendait impossible sa vente. Pour les mercantilistes, il n'est d'autre objectif à fournir à l'organisation économique d'un pays que celui de la puissance du Prince (et donc de l'Etat). Ainsi, Colbert favorisait la création des manufactures, il refusait d'exporter ou d'importer selon les intérêts politiques de la France, il faisait planter des arbres qui dans deux siècles serviraient de mâts aux navires de l'armée. Autrement dit, le grand ordonnateur de la vie économique, dont l'objectif était éloigné de l'idée de bien-être pour les sujets de la Nation, était l'Etat. Les Physiocrates, dont le poids politique en France fut très important (Quesnay, Necker ou Turgot), étaient convaincus de l'existence d'un ordre naturel spontané, lequel d'une part refuse l'idée d'un absolutisme étatique et d'autre part développe le concept du " laissez faire, laissez passer ". C'est un appel raisonné à la limitation du champ d'intervention de l'Etat. Avec les Classiques et la " main invisible " d'Adam Smith, le rôle économique de l'Etat est fortement contesté, d'une part parce qu'il ne produit pas directement de la valeur dans ses activités de dépenses et d'autre part parce que celles-ci sont le résultats de prélèvements sur des agents économiques réellement productifs. Ainsi, l'idée selon laquelle l'Etat serait un parasite dans la vie économique deviendra courante.

Devant ces débats, il est utile de rappeler rapidement les fondements des théories de l'Etat dans la pensée économique, avant de mettre en évidence la crise de la pensée économique moderne sur la question de l'Etat.

A) Abrégé des principales doctrines sur la place de l'Etat dans la vie économique

Deux grandes théories économiques vont dominer, chacune à leur tour, l'action des Etats depuis la fin de la dernière guerre mondiale : la théorie néo-classique et la théorie keynésienne. La réflexion marxiste, après avoir constitué un cœur fort de l'analyse

économique, a subi les conséquences de l'échec du socialisme et elle est, en partie à tort, fort décriée.

a) La théorie néo-classique ou libérale

La théorie néo-classique de l'échange marchand analyse l'Etat comme la somme des individus agissant collectivement. L'intérêt collectif est conçu comme un intérêt individuel commun à plusieurs personnes. Le marché détermine en principe un équilibre unique et stable et l'Etat n'intervient que pour réduire les obstacles techniques qui empêchent la réalisation de l'allocation optimale des ressources (les dysfonctionnements du marché). Le modèle walrassien fonde l'activité économique sur les individus ou les unités élémentaires. Ces derniers sont parfaitement rationnels et le fonctionnement normal de la concurrence pure et parfaite conduit à un équilibre général qui est lui-même un optimum. Le marché développe ainsi une rationalité substantive. Dans ces conditions, l'économie pure n'a d'autres demandes à l'égard de l'Etat que de réclamer l'application des règles du marché parfait. L'analyse économique devient alors normative, le modèle devant inspirer le fonctionnement réel de l'activité économique. Ce schéma "pur" ne va pas cependant sans certaines exceptions temporaires, qui conduisent Walras, "socialiste dans l'âme", à considérer l'existence d'une "économie appliquée" qui tienne compte plus prosaïquement de la réalité. Plus tard, Herbert Simon montrera que les organisations développent une rationalité plus complexe que celle qui suppose un comportement des hommes fondé exclusivement sur des calculs de prix et de coûts. Autrement dit, l'homme cherche toujours à obtenir une efficacité optimale de ses actions (rationalité instrumentale) eu égard à ses objectifs, lesquels ne sont plus simplement contraints par la seule dimension économique.

L'action de l'Etat par la politique économique est donc subsidiaire et contrainte par le marché et la prééminence des actions décentralisées. L'Etat n'est pas un centre unique de décision, puisque les autorités publiques n'ont pas de fonction de préférence fondée sur un comportement rationnel. Le pouvoir étatique est un champ d'affrontement d'intérêts divergents aux moyens d'actions différents. L'Etat n'est que la résultante de tous les conflits internes à l'organisation sociale (partis politiques, Parlement, administrations générales et locales, syndicats, etc.) et il n'a donc pas, par nature, un comportement rationnel. Dans ces conditions, le marché est la condition de l'optimum économique et l'action étatique doit tendre à la neutralité. Les deux grandes familles libérales se rejoignent sur l'essentiel : la limitation stricte des fonctions de l'Etat. Un courant

"autrichien", ou hayeckien, insiste sur l'ordre naturel et le marché comme principe politique ; le courant "anglo-saxon" propose un libéralisme pragmatique où s'équilibrent les contre-pouvoirs. L'Etat n'est donc pas protecteur et le droit n'est, en dernier ressort, que le résultat de conventions entre individus. L'interventionnisme public conduit à la destruction de la société par l'inflation, résultat du laxisme et de la défense d'intérêts particuliers.

- L'Etat exerce une action parasite et partielle. Il prélève des financements au détriment de l'économie productive, conduisant ainsi à des effets d'éviction multiples, dans le temps et dans l'espace. Les politiques publiques sont impuissantes, du fait même de l'existence d'anticipations rationnelles qui les contrecarrent. En outre, l'Etat est démagogique en défendant des activités économiques peu rentables à des fins électives et il propose une redistribution des revenus qui décourage les agents productifs et encourage les comportements économiquement inefficaces. Les politiques de redistribution des revenus n'ont pas réduit la pauvreté à court terme, mais en réduisant le potentiel de croissance, elles l'ont accrue à plus long terme. Les mesures de protection sociale sont financées par les agents économiques les plus performants, par une fiscalité disposant de taux marginaux de fiscalité excessifs. L'intervention de l'Etat pour réglementer les conditions légales de licenciement ou de recrutement conduit à des distorsions et à des effets pervers (notamment en matière de travail partiel). L'Etat, en prenant des responsabilités accrues dans l'économie, prend le risque d'une aggravation de son déficit budgétaire et d'un alourdissement de la fiscalité, avec tous les effets d'éviction afférents. Il usurpe la qualité de représentant d'un introuvable intérêt général et il défend les intérêts de ceux qui se servent de cette idéologie néfaste. Les théories économiques de l'organisation et de la bureaucratie considèrent que l'intérêt exprimé de l'Etat n'est autre que celui des politiciens et des fonctionnaires. En modifiant ainsi fallacieusement les conditions de l'optimum économique, l'Etat est un facteur de crise et d'inefficacité économiques.

- L'Etat opprime les individus et sa tendance naturelle le conduit à accroître progressivement son empreinte sur l'ensemble de la société. Son hypertrophie détruit les fondements mêmes de la démocratie et notamment l'expression des libertés individuelles. La revendication de sécurité et de prise en charge collective des risques élimine le sens des responsabilités individuelles et place l'ensemble de la population dans un paternalisme inconséquent et à terme dangereux économiquement et socialement. Selon Alain Minc, il faut lutter contre la machine égalitaire, l'inquisition fiscale et les obstacles publics aux initiatives individuelles. L'Etat insatiable, en se situant au-dessus du marché et de

ses contraintes, se propose d'instituer une économie institutionnalisée qui se substituerait à l'économie des contrats et des relations individuelles. Les prélèvements obligatoires excessifs découragent les efforts et les initiatives acteurs économiques, comme le montre la courbe de Laffer. Les réglementations excessives constituent un véritable carcan, producteur de rentes défavorables à l'efficacité économique.

- Il faut s'engager dans la mise en place d'un Etat minimal. Dans ce dessein, l'économie de l'offre des producteurs soit s'imposer à une économie de la demande de plein emploi, provoqué artificiellement par un Etat bienveillant et régulateur. Les économistes néo-classiques s'insurgent contre l'opportunité d'un Etat agent économique et ils défendent un Etat-gendarme soucieux de faire respecter cette concurrence. L'objectif central est de réduire l'Etat à l'exercice de ses fonctions régaliennes, les règles du marché constituant le fondement même de l'économie capitaliste. Il faut alors supprimer les entreprises publiques, limiter les activités de service public gérées par des organismes hors marché, déréglementer les activités soumises à contrôle, réduire les prélèvements obligatoires. L'effondrement des économies socialistes a renforcé le syndrome de l'Etat malfaisant.

- Pour les économistes libéraux, la crise économique et le chômage sont dus aux transformations structurelles de la croissance (incapacité de l'économie européenne à adapter sa main d'œuvre, détérioration du climat social, augmentation des coûts salariaux, concurrence très vive dans les secteurs fondamentaux du développement de l'après-guerre, instabilité des taux de change et absence de mobilité de la main d'œuvre), aux déséquilibres de l'offre globale (les effets conjugués de la crise pétrolière et de l'augmentation persistante des salaires réels provoquent un accroissement du chômage en même temps qu'une réduction des marges des entreprises et de l'incitation à investir) et à l'interventionnisme croissant et excessif des gouvernements des pays à économie de marché. Plusieurs mesures d'ordre économique, politique ou réglementaire rendent difficile le maintien des équilibres économiques fondamentaux. Notamment, les programmes de soutien à l'emploi (dans les branches, les régions, voire dans les entreprises), les programmes d'aide (au logement, à l'éducation, à la santé ou à la retraite au-delà des catégories les plus défavorisées), la réglementation des fermetures d'entreprise et des licenciements, l'intervention directe de l'Etat dans la politique de restructuration industrielle (nationalisations par exemple), la redistribution des revenus par la fiscalité ou la mise en place d'un salaire minimum, les programmes d'aide à l'agriculture ou le contrôle des prix sont autant d'efforts de

protection qui n'incitent guère au développement des initiatives individuelles et à l'esprit de compétition.

Concrètement, pour la pensée libérale, plusieurs freins au développement économique empêchent la résorption du chômage :

- Il n'y a plus de liens étroits entre la performance économique des agents économiques et leur rémunération. Au fond, les contraintes économiques sont négligées et de ce fait, le bon fonctionnement du système à économie de marché est remis en cause.

- Les mesures de protection sociale sont financées par les agents économiques les plus performants, par une fiscalité disposant de taux marginaux de fiscalité excessifs décourageants, au moins à terme.

- L'intervention de l'Etat pour régler les conditions légales de licenciement ou de recrutement conduit à des distorsions et à des effets pervers (notamment en matière de travail partiel).

- L'Etat, en prenant des responsabilités accrues dans l'économie, prend le risque de l'aggravation de son déficit budgétaire et d'un alourdissement de la fiscalité.

b) La théorie keynésienne

La théorie keynésienne accorde à l'Etat un rôle essentiel dans l'activité économique. L'Etat est une entité qui s'impose aux individus et qui a des fins qui ne diffèrent pas, au moins à court terme, de ceux des individus. Il est le représentant de l'intérêt général. Cette conception organique de l'Etat qui s'oppose à la conception individualiste défendue par les néo-classiques souligne l'intérêt essentiel de la politique économique dans la lutte contre le chômage et la relance de la croissance économique. La période d'après la seconde guerre mondiale, souvent, qualifiée "d'ère des certitudes" en matière de politique économique, a vu se développer l'interventionnisme dans les domaines de l'allocation des ressources, de la régulation de l'activité économique et de la redistribution des revenus.

Pour la philosophie de type social-démocrate, vécue de manière différente d'un pays à l'autre, l'intervention étatique est supposée légitime. Le consensus est fondé sur l'idée simple selon laquelle l'intérêt collectif n'est pas réductible à la somme des intérêts individuels. L'Etat n'est donc pas l'expression de l'addition des préférences de chaque agent, il est le représentant naturel de l'intérêt général. C'est à ce titre que son intervention est revendiquée, dans le cadre notamment de la mise en jeu du principe de compensation cher à Hicks et Kaldor. L'activité publique s'exerce lorsque l'intérêt collectif s'impose aux intérêts particuliers. Il n'y a donc pas de limite précise à l'action de l'Etat. C'est dans ce cadre que la théorie des biens

collectifs va établir des principes jalonnant l'action publique, afin de lui éviter une extension excessive, rappelant ainsi le principe de la subsidiarité de l'interventionnisme étatique dans une économie de marché. Les analyses des dysfonctionnements du marché seront engagées (externalités, incertitudes, biens collectifs, transferts, lutte contre les cartels). Elles favorisent ainsi le développement d'un important secteur public, sans cependant dégager des principes clairs concernant l'interventionnisme étatique dans une économie normalement régulée d'abord par le marché. La frontière diffère de pays à pays, car le problème déterminant de la révélation des préférences n'est toujours pas résolu. Cependant, l'hypothèse sous-jacente est faite que l'Etat est bienveillant. Il définit une politique de redistribution des revenus qui constitue le catalyseur de la cohésion sociale. L'ensemble des citoyens doit pouvoir satisfaire ses besoins fondamentaux, quels que soient ses revenus primaires et son efficacité économique. Cette économie du bien-être va définir le système social-démocrate de l'Europe jusqu'au milieu des années 1970. Elle développe la scolarisation, elle protège le travail, elle assure une sécurité sociale à chacun (famille, maladie, retraite, chômage). Le système suédois est souvent pris en exemple, avec la réduction du risque pour chaque citoyen. Cependant, une telle politique suppose la montée rapide des prélèvements obligatoires et la réduction de l'incitation aux initiatives privées.

L'Etat va apparaître aussi comme le régulateur du système et l'arbitre des oppositions d'intérêts des catégories sociales. Il est le stabilisateur principal de l'économie, en réduisant les fluctuations du marché. Il met en œuvre une politique de demande forte (publique et privée, de consommation et d'investissement), afin de permettre au système d'assurer un niveau de revenu et de production compatible avec le plein emploi. Il est alors justifié à engager une politique conjoncturelle constante. La politique monétaire se propose de fournir de l'argent bon marché et la politique budgétaire (laquelle est fondée sur les effets multiplicateurs des investissements publics ou l'augmentation des dépenses publiques) régule l'activité nationale. La formule du "carré magique" (plein emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur, croissance) est alors définie comme critère d'une bonne politique économique. Le plein emploi est alors toujours préféré à la lutte contre l'inflation.

La civilisation du capitalisme moderne a été rendue possible par la mobilisation des pouvoirs publics pour créer et renforcer les droits et les obligations des participants aux transactions économiques. L'Etat intervient pour définir les droits civils et commerciaux de la participation aux échanges de marché et de l'engagement des contrats,

pour déterminer des droits politiques pour une représentation et une organisation collectives, et pour établir des droits sociaux en vue de renforcer les nécessaires solidarités. Le capitalisme est alors légitimé et soutenable. Si l'Etat-Nation a perdu de sa souveraineté économique interne, son action reste décisive dans le contrôle des relations internationales.

Dans une interprétation néo-keynésienne, la persistance du chômage est due à l'inadéquation des politiques trop restrictives de demande globale mises en œuvre par certains Etats. Ainsi, l'augmentation excessive des taux d'intérêt conduit à des politiques monétaires trop rigoureuses. Il y a donc eu simultanément baisse de la demande globale, hausse des taux d'intérêt, baisse de l'utilisation des capacités de production, perte de confiance des entreprises et faiblesse du recrutement du personnel, avec un coût social important qui accélère le déclenchement d'un processus cumulatif de récession. Avec l'ouverture des frontières et les effets d'inertie des politiques budgétaires, l'analyse keynésienne a été de plus en plus ouvertement contestée et dénigrée.

c) Les théories du développement et la pensée marxiste

L'approche développementaliste reposant sur les concepts de dualisme¹ (Lewis), de déséquilibre sectoriel² (Hirschman) ou de cercle vicieux de la pauvreté³ (Nurkse), accordait à l'Etat la fonction de stimulation des pôles industriels de croissance, en appliquant notamment une politique des filières⁴. L'analyse structuraliste proposait la politique de l'import-substitution⁵ (Prebisch), le refus de la dépendance (Furtado) et des effets de domination entre le centre et la périphérie⁶ (Perroux), encourageant l'essor de certaines filières,

¹ Il existe deux secteurs, l'un moderne, l'autre traditionnel, qui n'ont pas de relations suffisantes à l'intérieur de l'économie nationale pour créer les conditions d'un développement. Ainsi, les entreprises modernes sont dépendantes des exportations et les échanges internationaux, et donc tournées vers l'extérieur, alors que le secteur traditionnel maintient des rapports économiques et sociaux peu soucieux des contraintes de compétitivité. Il en résulte une économie "à double vitesse", inégalitaire et faiblement tournée vers le développement de l'économie nationale.

² Les déséquilibres sectoriels excessifs peuvent empêcher la réalisation des "effets d'entraînement" de l'économie. Dans ces conditions, l'économie ne peut créer les effets cumulatifs nécessaires au développement.

³ Le cercle vicieux de la pauvreté explique que la consommation potentielle n'est pas solvable (ce qui signifie que si les acteurs économiques souhaitent bien consommer (consommation potentielle) seuls ceux qui disposent de revenus suffisants (demande solvable) peuvent consommer. Dans ces conditions, la production ne peut pas être élevée, ce qui réduit la distribution des revenus. En l'absence de revenus importants, la demande solvable et donc la consommation solvable sont faibles. Et le cercle peut continuer.

⁴ Ces politiques de filières se sont souvent révélées peu convaincantes, car elles réduisent l'intérêt du développement agricole et elles sont à l'origine de nombreux goulots d'étranglement.

⁵ Il faut produire nationalement les marchandises importées. D'abord parce que les importations expriment une demande solvable à l'intérieur du pays, ensuite parce que cela économise d'importantes réserves de change. Cette politique a été fortement contestée, même si elle a constitué la politique économique de base des pays d'Amérique Latine pendant trois décennies.

⁶ Toute dépendance économique-politique produit les conditions du sous-développement, avec la mise en place de structures déséquilibrées avantageant les pays développés au détriment des pays pauvres.

mais freinant aussi la productivité et les financements nécessaires d'importations non substituables. Le courant néo-marxiste condamnait l'impérialisme, les multinationales (Franck, Amin) et les échanges inégaux (Emmanuel), suggérant l'existence d'un pillage des pays pauvres au bénéfice des riches et revendiquant la nationalisation de la production (frein à l'initiative privée), la planification (facteur de bureaucratisation) et la réforme agraire. Enfin, la politique de l'auto-développement s'appuyait sur les acteurs locaux, sur les relations politiques et les relations sociales, encourageant ainsi la mobilisation locale, la prise en charge des acteurs, le recours aux ressources réelles, mais fonctionnant à petite échelle et sans effet sur les dynamiques globales. De toutes ces stratégies du développement, seule la politique tournée vers l'exportation semble aujourd'hui trouver grâce dans le processus de mondialisation et de globalisation, surtout avec l'exemple significatif des Nouveaux Pays Industriels⁷.

La théorie marxiste souligne le comportement déséquilibré et conflictuel du fonctionnement du capitalisme qui conduit à l'accroissement des dépenses de l'Etat. L'Etat n'est en fait que l'émanation de la classe dirigeante. Selon la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, le capitalisme est confronté à l'angoissante question de l'absorption du surplus. La suraccumulation conduit à une dévalorisation du capital social. Le secteur public est alors chargé de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit et de gérer la production socialement nécessaire non rentable. C'est pour maintenir un capitalisme fondé sur la production au détriment de la consommation, que l'Etat se propose de prendre en charge une partie des contradictions du capitalisme pour lui permettre de survivre. Ainsi, les politiques sociales comme les indemnités chômage ou le revenu minimum d'insertion n'auraient, dans cette optique, d'autres buts que de maintenir provisoirement en vie un système économique en proie à ses contradictions et de retarder l'échéance de son dépérissement inéluctable.

Cette théorie est maintenant largement dénigrée dans la littérature économique dominante, du fait même de l'échec des socialismes. Pourtant, cette thèse s'applique d'abord aux économie de marché et elle n'est pas encore rendue complètement obsolète, eu égard aux faits économiques actuels. Ainsi, l'analyse de Viviane Forrester⁸ retient les leçons de Marx. Pour elle, les puissances d'argent chevauchent les instances politiques et ne tiennent compte d'aucune éthique, d'aucun sentiment. On voit l'ampleur de la progression des puissances privées,

⁷ Les nouveaux pays industriels (NPI) sont des pays anciennement fort sous-développés qui s'imposent dorénavant comme des concurrents sérieux aux économies développées (Singapour, Corée du Sud, Taiwan).

⁸ Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.

grâce à de prodigieux réseaux de communication, d'échanges instantanés, aux facteurs d'ubiquité. Les pouvoirs privés ne rencontrent pas d'autres obstacles que ceux qui sont dressés par leurs pairs. Ils contrôlent les réseaux internationaux et mènent leurs politiques avec le FMI, la Banque mondiale ou l'OCDE. Les dettes des Etats dépendent d'eux et ils les tiennent sous leur coupe. Les Etats n'hésitent pas d'ailleurs à convertir les dettes de leurs protecteurs en dettes publiques, qu'ils prennent donc à leur charge. Recyclées dans le secteur public, ces dettes du secteur privé augmentent d'autant la dette des Etats, les mettant encore plus sous la coupe de l'économie privée. Le secteur privé n'est pourtant que rarement accusé d'être assisté. Liberté et déréglementation légalisées, anarchie officielle, le système active le naufrage de la civilisation. Personne n'ose tirer la sonnette d'alarme. Les lois protègent de tout contrôle les décideurs internationaux, les opérateurs financiers. Les Etat dépendent d'eux et non eux de lui. Le pouvoir appartient au secteur privé. L'économie privée détenait déjà les armes du pouvoir, mais sa puissance actuelle tient à l'ampleur de son autonomie. L'économie privée, parfois contestée, a toujours conservé la richesse, le patrimoine et la finance. Le pouvoir n'est pas la puissance (qui se moque des pouvoirs) et les sphères privées ont toujours gardé la puissance. Hors du club libéral pas de salut, même les Etats l'acceptent. L'entreprise est choyée, "lovée" dans la démocratie, c'est la violence du calme. On exempte de reproches les spéculateurs ou les fortunes, on s'indigne de l'égoïsme des travailleurs, ou l'on vitupère les avantages des cheminots. Les forces vives (anciens patrons) dominant tout, même l'art ou la science, sous le couvert fallacieux de la création d'emplois. C'est l'anarchie économique.

B) La crise des théories économiques de l'Etat

L'importance de la politique économique dépend évidemment des conceptions théoriques des gouvernants sur cette question, encore que la différence entre le dire et le faire n'est pas négligeable. Les contraintes économiques de court terme appellent souvent des actions que les principes généraux dénoncent. Ainsi, l'économie américaine de Reagan a constamment vécu avec un déficit budgétaire que son Président condamnait en principe. Écartelés entre les principes généraux, les contraintes du présent, les échéances électorales et les objectifs économiques à moyen terme, les gouvernements modernes deviennent de plus en plus pragmatiques, laissant trop souvent croire qu'ils façonnent un avenir qu'ils n'arrivent pas toujours à prévoir.

a) Les modèles de relations entre l'Etat et le marché dans le processus de mondialisation

Le processus de mondialisation aussi a souvent été fortement corrélé avec le degré de privatisation des économies. Dans toutes les périodes, il y a un processus de négociations et de confrontations pour déterminer les domaines respectifs du domaine privé et du domaine public. Pendant la féodalité, avec ses hiérarchies et ses castes (" world of walls "), chaque individu ou groupe social avait une place précise. Par contre, le capitalisme présente deux formes contradictoires : l'économie de marché et la famille patriarcale, qui sont dirigées par des règles, hiérarchies et distributions différentes. Le " laissez faire " crée un profond système de classes inégalitaire et oppressif. La famille, par l'intervention de la coutume et de la loi, intervient là où l'Etat ne le peut. Il existe six grands modèles :

- Le " laissez faire " suppose un rôle socio-économique de l'Etat réduit. Le nouveau roi est supposé être le consommateur, donc un agent solvable. Les Etats-Unis n'ont mis en place aucun système généralisé de sécurité sociale, à l'exclusion des plus âgés (+65 ans). Il y a deux tentatives de welfare state. La première, fondée sur l'assurance sociale et les " entitlements " (droits du développement), dispose d'un fort soutien populaire, ce qui n'est pas le cas de la seconde centrée sur les revenus les plus faibles. Les Etats-Unis définissent un état de bien-être (" welfare state " pré-moderne), qui ne comprend jamais l'idée d'une protection sociale acceptable fondée sur la solidarité et la citoyenneté.

- Le modèle socio-démocrate cherche à fournir des services collectifs. Le système suédois a développé un système unique de combinaison entre une politique active de l'emploi, une négociation collective centralisée et des services publics universellement rendus. Il représente la société social-démocrate par excellence, avec le plein emploi, l'égalité des salaires et la promotion de l'égalité à travers la politique sociale. Il a beaucoup dépensé pour le marché du travail, il promeut la forme la plus redistributive de l'activité, avec un taux de féminisation des emplois important, mais il a aussi le taux de taxation le plus élevé.

- Le solide engagement de l'Etat pour le bien-être social, plus sous l'angle de la sécurité et de la stabilité que sous celui de l'égalité caractérise le système (conservateur) allemand, qui croit en la responsabilité économique de l'Etat pour le bien-être de la Nation. L'Allemagne de Bismark a implanté ces idées. L'Etat allemand est un grand dépensier, qui insiste sur la sécurité et la hiérarchie, plutôt que sur l'égalité. Il ne cherche pas la redistribution des revenus. La

Bundesbank est devenue la banque européenne, pas seulement par la puissance de l'Allemagne, mais parce qu'elle était indépendante et en conformité avec la pression du capital international. Les politiques distributives et redistributives requièrent une légitimation démocratique, bien difficile à appliquer dans une situation de concurrence internationale exacerbée. On peut alors parler de semi souveraineté des Etats.

- La France a cherché, dans son histoire et avec des résultats plus intéressants qu'il n'est généralement rapporté, à développer une économie concertée ou incitative, avec la mise en place d'une planification souple. Une politique commerciale et de choix productifs et technologiques stratégiques a souvent été préférée au "laissez faire" global. L'Etat est partie prenante par les infrastructures. Les marchés ont besoin de l'aide des Etats, pour éviter les politiques du passager clandestin ou de la "westernisation" des valeurs socio-économiques.

- Le Japon est un système hybride. Le marché du travail est caractérisé par sa dualité avec une combinaison d'emplois à vie dans les grandes entreprises et d'emplois plus précaires et moins payés dans les petites firmes. Le système est plus fondé sur l'entreprise et les firmes que sur l'Etat. Mais l'existence de réseaux d'intérêts économiques forts permet de ne jamais négliger les valeurs de la cohésion et de la solidarité nationales.

- Le modèle soviétique semble avoir définitivement vécu, au moins sous la forme qui a été la sienne pendant 70 ans. La planification rigide et autoritaire n'est revendiquée par aucune société significative. L'économie de marché a éliminé son adversaire systémique.

Aujourd'hui, ces systèmes tendent à s'uniformiser. D'une part, les voies nationales de développement sont supposées largement désuètes avec le processus de globalisation. D'autre part, l'ouverture des frontières a réduit singulièrement les degrés de liberté des Etats. Enfin, les crises économiques sont là pour rappeler que le marché international sanctionne tout ce qui ne lui paraît pas correspondre avec son propre fonctionnement. C'est certainement cette conception de plus en plus totalitaire du monde qui risque à terme de provoquer des explosions sociales qui pourraient progressivement s'étendre à plusieurs entités économiques cohérentes.

b) La crise de l'Etat keynésien

Comme principe, l'interventionnisme étatique a été de plus en plus contesté. Les thèses libérales et monétaristes sont largement

dominantes dans la réflexion économique d'aujourd'hui. Il faut dire que la globalisation rend les outils keynésiens inadaptés aux économies nationales relativement ouvertes. La marge de liberté budgétaire est hypothéquée par un endettement public élevé. Elle interdit une relance non concertée et elle renforce la politique de déflation compétitive suivie par la plupart des pays européens. La contrainte financière internationale pèse lourdement sur la politique budgétaire. Il n'y a plus beaucoup de marges de manoeuvre en matière de budget, sauf dans les choix internes de structure (et encore, les effets d'inertie restent très puissants, comme en témoigne l'échec de l'application du système ZBB de choix des dépenses publiques⁹). En outre, en cas de perte de confiance, laquelle est souvent fondée sur l'ouverture des frontières et les politiques libérales, la vente des titres d'Etat par les opérateurs extérieurs suscite immédiatement une crise du change. Il y a donc une relation directe entre la politique budgétaire et le taux de change, via le déficit budgétaire et la confiance à accorder à un gouvernement dans sa capacité à tenir ses engagements financiers.

La marge de manoeuvre en matière monétaire est très faible, car l'inflation, les taux de change et les taux d'intérêt demeurent la préoccupation essentielle des banques centrales de plus en plus autonomes. Or, ces trois éléments leur échappent, au moins partiellement, mais surtout en période de crise et donc de méfiance sur la qualité des ajustements du marché. Les différentiels d'intérêt, la déréglementation et le décloisonnement limitent l'action de la banque centrale. Celle-ci peut certes agir sur les taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire, mais le décloisonnement donne le pouvoir ultime aux marchés financiers. Les taux de change sont de moins en moins sensibles au contrôle des autorités monétaires, qui sont solidaires des marchés financiers. Il s'échange chaque jour 1500 milliards de dollars sur les marchés des changes internationaux, somme qui avoisine le PNB de la France. La déflation compétitive est la seule politique revendiquée. La Banque centrale est démunie face à la spéculation internationale. En juillet 1993, la France a perdu la totalité de ses réserves de change, alors qu'auparavant une perte de 5 % de celles-ci était considérée comme une catastrophe nationale. Plus grave, il peut y avoir crise sans que les règles fondamentales de bonne santé d'une économie nationale soient en cause. Par l'effet de la globalisation, on passe d'un Etat "keynéso-fordiste" à un Etat néolibéral

c) La mondialisation, contre l'interventionnisme étatique

⁹ Barre, R., Fontanel, J. (1991), Op.Cit.

Lorsque les relations économiques dépassent systématiquement les frontières de l'Etat-Nation, le potentiel de régulation macro-économique est réduit, l'internationalisation limitant la capacité de la société à civiliser son économie. Il n'y a pas de souveraineté supranationale de contrôle de l'économie internationale intégrée dans des souverainetés fragmentées, ce qui réduit le poids du politique par rapport à l'économique. Mais la supranationalité réduit la démocratie et replace la participation des citoyens dans des règles bureaucratiques. La politique industrielle est fortement compromise par la mondialisation. Dorénavant, elle n'a pas d'autres ambitions que de susciter ou d'empêcher les délocalisations, ce qui est susceptible de remettre en cause la théorie des avantages comparatifs. La notion d'avantage concurrentiel développé par Michael Porter ¹⁰ est intéressante, mais elle n'indique pas à quelle compétitivité il faut se référer, celle des agents économiques des espaces nationaux ou celle des firmes multinationales ou globales.

Les Etats keynésiens avaient accepté la responsabilité de la gestion de l'emploi et du maintien de hauts niveaux de consommation. Ils avaient appris à résoudre de grands problèmes macro-économiques, mais la politique sociale qui était acceptée partout et par tout le monde est dorénavant sacrifiée sur l'autel de la nécessaire compétitivité dans un monde économique globalisé. Certes, le pouvoir politique doit établir un ordre et cette activité n'est, a priori, pas guidée par l'objectif de maximisation du profit sur un marché. Cependant, pour les néo-libéraux, l'Etat est d'abord le défenseur de la propriété privée et de l'ordre qu'elle suppose. Le développement des zones de libre-échange place les entreprises dans de bonnes conditions, en échappant d'abord au contrôle régulationniste d'un seul Etat et en facilitant la mobilité du capital. L'importance du marché international est favorisée par le fait qu'il n'existe pas d'autorités supranationales pouvant faire respecter la discipline des marchés multinationaux, lesquels menacent la souveraineté des Nations. L'Union Européenne peine pour organiser l'intégration économique, politique et sociale de l'Europe et le vacuum créé est rempli par les forces du marché. Les firmes multinationales sont alors capables de s'installer dans les interstices. Avec le système des zones, il n'y a pas d'Etat pour imposer d'autre discipline que celle du respect de la propriété privée, et les organisations internationales ne sont pas toujours dotées des instruments suffisants pour assurer une régulation démocratique de l'économie. Il existe même un " effet cliquet ", qui conduit à aller dans le seul sens de la privatisation, sans concevoir le

¹⁰ Porter, M. (1987), *The competitiveness of Nations*, MacMillan, New York.

chemin inverse. Or, la privatisation n'est pas significative seulement d'un changement de propriété, c'est aussi une transformation complète de l'activité elle-même, en faveur du profit et des consommateurs solvables.

La fin de la politique keynésienne n'a pas dissuadé complètement les Etats d'intervenir dans la vie économique. Ils exercent toujours une action non négligeable. Généralement, ils cherchent à :

- transformer les marchés nationaux en marchés internationaux ; les politiques industrielles n'ont alors de sens que dans le cadre européen, et non au niveau national où une telle action apparaît comme une restriction intolérable à la compétition du marché ;

- coordonner la politique économique nationale dans le cadre de marchés intégrés, supposant aussi la privatisation et la dérégulation ; on peut remarquer que dans la convergence et les critères définis par l'Union Européenne rien n'a été décidé en ce qui concerne le niveau de chômage maximum ou le niveau minimum de protection sociale, ce qui est très significatif de la volonté de ne pas entraver les marchés ;

- restaurer et défendre la compétitivité nationale dans une économie internationale, face aux délocalisations et à la recherche des investissements internationaux, par la mise en place de plans d'aide, de procédures administratives particulières, d'actions concernant la perception des risques, de définition des règles de bonne concurrence au niveau international.

Selon l'United Nations World Investment Report, il existe plus de 35 000 sociétés transnationales et 200 000 filiales en 1992. Ce type de gestion de l'économie réduit l'importance de la démocratie et ne promet guère la croissance dans la stabilité. Si l'intervention de l'Etat est souvent rejetée, elle n'en est pas moins nécessaire et la coopération internationale des gouvernements est inéluctable. Le rôle de l'Etat n'est pas seulement celui de la puissance, il est aussi celui du domaine du permissif. Avec son endettement croissant, notamment dans les pays socio-démocrates, l'Etat a été jugé mauvais gestionnaire de l'économie. Or, les leçons de Keynes devraient être revues à la lumière de la nouvelle situation économique. Il faut distinguer les dépenses publiques de capital et ordinaires, car les premières créent des opportunités pour l'avenir. Robert Eisner¹¹ montre que le déficit américain aurait été éliminé simplement en acceptant l'idée simple selon laquelle les dépenses publiques d'investissement sont des dépenses qui produisent des bénéfices à long terme. Le transfert intergénérationnel crée un dilemme. Les générations suivantes

¹¹ Eisner R. (1994), *The Misunderstood Economy :What counts and how to count it ?*, Harvard Business School Press, Boston, Massachussets

recevront ce que les autres auront construit, même avec leur endettement. Pour Barro et l'équivalence ricardienne, les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain, ce qui suppose que les dettes d'aujourd'hui ne produisent aucune richesse. Ce qui évidemment n'est pas correct, à moins d'imaginer que les infrastructures ou l'éducation publiques n'ont aucun effet positif sur la croissance économique à long terme. La coupe sombre des dépenses publiques n'est pas toujours la solution. Les réductions de taxes bénéficient souvent aux actionnaires, alors qu'elles devraient plutôt profiter aux entreprises. Il faudrait des instruments de mesure plus précis.

La mondialisation crée un court-circuit fondamental entre les institutions politiques nationales et le contrôle de l'économie. La mondialisation suppose que les forces géoéconomiques internationales dictent les politiques économiques nationales. Les gouvernements perdent leurs leviers de contrôle. L'effort des Etats-Unis pour contrôler le dollar a conduit au marché de l'eurodollar. Chaque effort de régulation nationale provoque une réaction puissante des groupes transnationaux. Le gouvernement japonais a essayé de prévenir le commerce de dérivés financiers complexes qui faisaient évoluer l'indice Nikkei à Tokyo. Le commerce s'est exporté à Singapour. L'ère de la régulation nationale est dépassée. Les activités vont là où il n'y a pas de régulation. Le faible contrôle des mouvements financiers peut être dangereux. Les lois nationales sont alors mises en concurrence (droit fiscal, droit du travail, droit commercial, droit bancaire, notamment). La mondialisation suscite des pressions qui vont toujours vers le bas, jamais vers le haut. Avec les satellites et l'électronique, le monde a sans doute passé le point de non-retour pour le maintien de l'exception culturelle. Les firmes multinationales pourraient se substituer progressivement au financement public.

Les chocs financiers sont de plus en plus puissants, alors même que la théorie économique fait l'hypothèse de leur impossibilité compte tenu de la rationalité des agents et de l'application des changes flexibles. Les gouvernements ont de moins en moins d'instruments pour contrôler les flux monétaires et financiers internationaux. Dans un jour normal, plus de 1300 milliards de dollars s'échangent sur les marchés internationaux, alors que les exportations mondiales n'excèdent pas 10 milliards de dollars par jour. La crise du Mexique aurait pu aussi bien apparaître aux Philippines, en Indonésie ou au Brésil. Mais un enchaînement de circonstances a créé des conditions de crise au Mexique, lequel a dû suivre les règles et politiques dictées par le FMI et la Banque Mondiale, conduisant immédiatement à la récession économique. Après la crise, l'inflation a été de 60 %, 13 ans de croissance du niveau de vie ont été sacrifiés pour introduire des

réformes du marché, plus de 4 millions de personnes ont dû réduire leurs horaires de 15 heures par semaine et 500 000 chômeurs supplémentaires ont ainsi été créés. Les pertes de pouvoir d'achat ont été de 33 %, voire 50 % pour les classes moyennes. La crise a été terrible. Les Etats-Unis contrôlent dorénavant les revenus du pétrole mexicain sur un compte du FED et ils garantissent les avoirs des " non-ressortissants " mexicains. Or, les défauts économiques du Mexique n'étaient pas importants, et dus principalement au secteur privé, le secteur public n'étant pas un emprunteur net. Le prix à payer pour restaurer la confiance des investisseurs internationaux a été très élevé. L'ajustement structurel a souvent été expérimentés dans les pays endettés d'Asie et d'Amérique Latine. Il propose une contraction du déficit budgétaire, la dévaluation de la monnaie (pour modifier les termes de l'échange interne et externe entre biens échangeables et biens non échangeables), la rigueur monétaire (sélectivité des prêts du secteur privé, hausse des taux d'intérêt), la modification du système d'incitation à la production (relèvement des prix agricoles, rationalisation des interventions de l'Etat sur les marchés, privatisation), la réduction de la protection industrielle en obligeant l'application des avantages comparatifs et une réduction des coûts. Appliqué suffisamment tôt, cette politique a permis de rétablir les grands équilibres et de restaurer la confiance des opérateurs étrangers, au prix d'un coût social élevé (décennie perdue du développement en Amérique Latine pour 1980-1990).

L'internationalisation appelle à une politique nationale démocratique renouvelée. La question est de savoir si l'on assiste à la fin des idéologies économiques (socialiste, avec l'URSS et socio-démocrate avec la Suède). L'activité économique est alors présentée comme obéissant à des lois éternelles et universelles, et toute action de l'Etat se fait alors au détriment de l'économie. Une communauté internationale financière peut exercer de plus en plus de contrôle politique sur les Etats, qui pourtant ont l'exclusive responsabilité des institutions démocratiques. Or, la globalisation suppose aussi l'ALENA ou l'Union Européenne, qui dépendent des décisions politiques, qui établissent les règles de la compétition libre, de la mobilité du capital et de l'intervention minimale de l'Etat. La dérégulation est aussi une politique économique. Il y a une fragmentation du pouvoir public dans une économie unifiée. Les Traités fixent de sévères contraintes à l'action des pouvoirs publics nationaux et l'Europe ne remplace pas, au niveau supérieur, l'Etat interventionniste. Les principaux outils étatiques sont devenus la mise en place de droits et d'incitations plus que d'obligations et de contraintes, reproduisant ainsi le volontarisme anarchique du système

international au niveau national. Il n'empêche que l'Etat monopolise encore la souveraineté et le pouvoir public. Les marchés, comme les sociétés, ont besoin de direction et d'orientations. La majorité des firmes vendent localement. Les marchés devraient pouvoir être contrôlés par des procédures démocratiques et non pas par les responsables de marchés hautement volatiles.

L'Etat doit répondre à deux challenges politiques :

- Le premier challenge vient de l'élargissement du marché. Les Etats doivent définir soigneusement leur politique commerciale, car le libre marché peut conduire dans le court terme à des solutions dramatiques (comme la politique de "*beggar-thy-neighbour*") quand les choses vont mal, notamment en matière d'emploi. Actuellement, si le retour au protectionnisme n'est pas à l'ordre du jour, il reste un instrument performant pour protéger les perdants ou pour mettre en place une nouvelle industrie. Les Etats peuvent réagir à la globalisation par la régionalisation, en renforçant leurs propres instruments de politique économique, mais aussi en exerçant pleinement les attributions de négociation qu'ils disposent dans les instances internationales. L'Etat devrait pouvoir promouvoir la diffusion des droits de l'homme, de la démocratie et l'amélioration des conditions de travail, le développement économique national par une croissance économique globale soutenable et l'amélioration du bien-être social de tous les travailleurs. C'est pourquoi dans un contexte de globalisation, les organisations économiques internationales sont en principe si utiles. Cependant, elles sont souvent rendues inefficaces par trop de bureaucratie. Dans ces instances, introduire une clause sociale est toujours un cause perdue. Les pays développés utilisent même la menace de la concurrence des travailleurs des pays en développement pour remettre en cause les acquis des travailleurs. La coordination internationale est un long apprentissage, qui ne peut fonctionner efficacement sans volonté politique.

- Le second challenge pose la question du rôle actif de l'ordre mondial de la libéralisation sur le futur économique de la nation. Des systèmes nationaux distincts sont capables de redéfinir les règles du jeu en répondant à des environnements incitatifs différents. Les Etats peuvent alors d'interroger sur les actions à entreprendre pour faire d'un avantage comparatif potentiel un avantage économique de production. Les réponses nationales sont de plus en plus difficiles à trouver. Le capital humain devient une des seules ressources d'avantage compétitif dans une économie globale, compte tenu de la mobilité des autres facteurs de production et des contraintes des traités commerciaux d'échange. Les politiques ont alors pour but d'abord de

créer une infrastructure et un climat qui renforcent la compétitivité du pays, de fournir ensuite les instruments de soutien aux travailleurs pour les ajustements nécessaires à la suite de la globalisation, et de protéger enfin la qualité de la vie du travail, la santé, l'éducation, la formation des citoyens.

De nouvelles fonctions de l'Etat ont été proposées. Le développement économique communautaire en est un exemple. Il y a deux scénarios alternatifs.

- Dans le premier, l'Etat intègre les changements post-fordistes dans les processus administratifs d'Etat sans faire une transition politique vers plus de démocratie, en développant la décentralisation, en améliorant les services publics et en étant à l'écoute des consommateurs et des citoyens. Le but politique est alors de préserver les services publics par une combinaison d'innovations et de supervision centralisée. La politique nationale suppose une souveraineté fragmentée. Le retour au marché suppose, au moins pendant la période de transition, un activisme étatique élevé, notamment en termes de régulation.

- Dans le second, l'Etat veut non seulement transformer l'idée et la mise en place du service public, il se propose aussi de rendre plus forte la représentation démocratique. Le pouvoir se déplace. L'Etat sous-traite, tout en gardant la possibilité de reprendre sa délégation, certaines responsabilités collectives à des associations ou groupes organisés. L'initiative des actions collectives émerge, inégalement, d'une grande diversité de groupes, avec des capacités et des intérêts différents.

Les Nations ont joué un rôle déterminant dans le développement du capitalisme et le capitalisme national n'a pas disparu, même s'il n'est plus la seule forme cohérente de l'organisation du capital. Les FMN n'ont pas encore pris toute la place dans les économies nationales et la défense nationale a toujours un sens. L'Etat-Nation, qui seul définit un espace démocratique suffisant, n'est pas nécessairement toujours trop petit pour répondre aux défis d'aujourd'hui, même si l'accident de Tchernobyl souligne la distorsion croissante entre le modèle d'Etat souverain et les réalités technologiques et environnementales. Le niveau national reste significatif, mais il n'est plus toujours le principal interlocuteur stratégique pour les acteurs clefs du développement scientifique, de l'innovation technologique et de la croissance socio-économique. La globalisation économique actuelle n'implique pas son équivalent dans le domaine politique. L'histoire du capitalisme a cessé de s'écrire à l'intérieur des frontières. On passe de la richesse des nations à la richesse du monde. On présente souvent la "marchéisation" comme

un facteur de démocratie. Ceci est discutable. Comme les Etats ont perdu l'essentiel de leur pouvoir économique, l'électorat est victime d'une illusion démocratique comparable à l'illusion monétaire de Keynes.

Bibliographie

Attali J. (1998), Dictionnaire du XXI^e siècle, Fayard, Paris.

Bakker, I, Miller, R. (1996), Escape from Fordism, in Boyer and Drache, States against Markets. The limits of Globalization. Routledge, London.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), Les fondements de la politique économique, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Boyer, R., Drache, D. (1996), States against Markets. The limits of Globalization. Routledge, London.

Boyer, R. (1996), Les différents aspects de la transition, Tacis-Prometee, Moscou, 16 mars.

Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), Puissance des Etats et globalisation, Ares, Défense et sécurité.

Crozier, M. (1979), Etat modeste, Etat moderne, Fayard, Paris.

Di Ruzza, R., Fontanel, J. (1995), Dix débats de l'économie politique, ECO +, PUG, Grenoble.

Doujon, J-P. (1995), Histoire des faits économiques et sociaux, PUG, ECO+, Grenoble.

Doyle, M. (1986), Liberalism and World Politics, American Political Science Review, Vol. 80.

Eisner, R. (1994), The Misunderstood Economy, Harvard Business School Press, Boston.

Engelhard (1996), l'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ? Arléa, Paris.

Fontanel, J. (1979), Ecologie, économie et plurigestion, Editions Entente, Paris

Fontanel, J., Smith, R. (1985). L'effort économique de défense. ARES, n Spécial, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, Arès, Défense et Sécurité, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992,

Fontanel, J. (1993), Economistes de la Paix, ECO+, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (1998), L'économie russe, ou la transition douloureuse, in L'avenir de l'économie russe en question (Fontanel, Ed.), , Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1999), Les analyses contradictoires de l'économie russe avant la crise de septembre 1998, Cahiers de l'Espace Europe, Grenoble.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Editions d'Harmattan, Paris, à paraître.

Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.

Greffe, X. (1993), Comprendre la politique économique, Economica, Paris.

Krugman (1996), A country is not a company, Harvard Business Review, January-February.

North, D. (1989), Institutions and economic growth: An historical introduction, Elsevier, 1989

Ohmae, K. (1995), De l'Etat-Nation aux Etats-régions, Dunod, Paris.

Porter, R. (1987), The competitiveness of Nations, MacMillan, New York.

Reich, R.B. (1992), The Work of Nations, Vintage Books, New York.

Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex Defence and Peace Economics, Vol. 9. 1998.

Thurow, L.(1996), The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world. William Morrow and Co. Ink. New York.